



SERVICES
S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

Congrès confédéral de Rennes 4-8 juin 2018

Intervention de la fédération des Services sur le rapport d'activité

Rapporteur : Olivier Guivarch

Chers camarades,

Les quatre dernières années que nous venons de vivre ont été éprouvantes à bien des égards pour les salariés de nos secteurs.

1. La technologie du numérique et de l'automatisation transforment en profondeur nos entreprises et le travail. Parallèlement, des modèles comme le commerce associé et franchisé s'imposent. Les habitudes des consommateurs changent aussi, les entreprises doivent s'adapter ou disparaître.

Il y a 4 ans, nous disions déjà que les changements n'attendent pas les gouvernements.

Les suppressions d'emplois ont concerné des activités qui étaient jusqu'ici épargnés, en particulier dans le commerce de détail.

Notre société est fragile.

Dans beaucoup de nos secteurs, des travailleuses et travailleurs cumulent les fragilités :

- Des femmes particulièrement exposées aux temps partiels subis et aux bas salaires ;
- Des migrants et des personnes perçues comme tel souvent victimes de racisme et de discrimination ;
- Des salariés avec peu ou pas de formation initiale (les plus menacés par le chômage) ;
- Des salariés qui sont arrivés dans un emploi sans l'avoir vraiment choisi, poussés par le besoin.

Notre revendication de droits attachés à la personne est tout à fait adaptée aux parcours professionnels des salariés des Services, pour qui il n'existe pas de statut, de concours, mais plutôt des métiers en constante mutation, des reconversions et des périodes de recherche d'emploi.

2. Beaucoup de nos entreprises sont récentes, avec une faible culture du dialogue social et dans lesquelles il nous faut d'abord agir pour faire reconnaître le fait syndical.

Je voudrais ici pointer l'immense responsabilité que portent les directions d'entreprise et les organisations patronales.

Ce sont leurs décisions, leurs blocages, leur volonté de ne pas trouver un compromis, de ne pas partager la stratégie, de ne pas améliorer la vie au travail qui ont un impact immédiat pour les travailleurs.

Certes nos équipes ont aussi été noyées sous les réformes, notamment celles relatives aux IRP (en 2015, 2016 et 2017). Mais dans nos secteurs, c'est bien le patronat qui détient le pouvoir, qui organise le travail, qui procède aux choix économiques, pas les gouvernements.

« Un grand pouvoir implique de grandes responsabilités. » Les employeurs et les organisations patronales portent donc une grande responsabilité par leur conservatisme durant cette mandature.

3. Dans ce contexte, le travail d'une fédération, c'est bien de lier le quotidien, le syndicalisme de soutien, d'urgence souvent, à la réflexion pour le moyen et le long terme.

Et il nous faut le faire quelles que soient les alternances politiques, quels que soient les changements de DRH, de dirigeants, d'actionnaires.

Nous gardons précieusement notre boussole, celle qui indique les intérêts des salariés et l'intérêt de leur entreprise dans un environnement concurrentiel.

Là où le dialogue social existe, nous obtenons des résultats : le temps partiel à 24h voire avec un plancher plus haut, la montée en puissance du CDI intérimaire, des études de prospective des métiers dans plusieurs branches, des grilles de salaire qui décollent du SMIC, une organisation du travail respectueuse des besoins et contraintes des salariés, des représentants de proximité, la régulation du travail dominical.

Mais sur ce dernier point comme pour beaucoup d'autres, il n'a pas toujours été possible de trouver un compromis, voire même de négocier.

La crise du paritarisme n'est pas de notre responsabilité, nous n'avons pas à nous justifier. La CFDT n'a pas à porter la responsabilité pour deux, pour trois, quatre lorsque d'autres organisations s'avèrent incapables de s'engager.

4. Nos équipes se reconnaissent pleinement dans notre type de syndicalisme. Concret, au plus près de la réalité au travail, dans la recherche de solutions, dans l'anticipation, représentatif des travailleuses et des travailleurs.

Nos équipes ne sont pas dans la déploration : elles agissent. Elles ont pris leur juste part dans le bilan de la CFDT sur ces quatre dernières années : en construisant un syndicalisme proche des salariés, dans le quotidien, qui répond aux questions qu'ils se posent.

La fédération les a accompagnées, en participant activement à la réussite de Réponse à la carte en soutien des syndicats fortement sollicités.

Notre légitimité tient à notre nombre d'adhérents, en croissance dans la mandature et le nouveau calcul nous va bien puisque la fédération a pris la première place au sein de la CFDT, ce qui nous donne bien plus d'obligations pour l'avenir.

Notre légitimité tient aussi à nos résultats électoraux. Nous avons encore beaucoup à faire pour être premiers dans plus de branches, pour exister dans les petites entreprises, auprès des salariés du particulier employeur et assistantes maternelles. Restons modestes.

La fédération des Services s'engage devant vous à poursuivre les combats syndicaux, à relancer l'adhésion, à susciter des engagements et à accompagner nos représentants dans leur mandat, à aider les plus fragiles à faire valoir leurs droits, à cheminer ensemble sur la voie de la justice sociale.

L'adversité est à l'extérieur et elle est vive. Manifestons notre cohérence et notre unité qui sont notre force en adoptant le rapport d'activité sans partage !

Restons nous-mêmes, nous n'avons plus besoin de nous comparer et de nous définir par rapport à d'autres.

Nous sommes des militants de la démocratie sociale, engagés dans les entreprises, capables du rapport de force, capables de dialogue, toujours dans la proposition d'un bien commun accessible.

« Que quelque chose persiste en changeant, voilà ce que signifie durer » : les injustices et les inégalités ne disparaîtront pas.

Le monde du travail, ancien ou nouveau, a besoin du syndicalisme, et le syndicalisme a besoin de la CFDT.